



OSONS L'ABSTENTION ! MASSIVE, LUCIDE ET REVENDIQUEE, POUR OUVRIR UNE PERSPECTIVE !

Le 25 mai, nous sommes sommés d'aller voter pour élire des députés européens. En Ile de France, 31 listes se présentent aux suffrages. Chacun devrait pouvoir y trouver le moyen d'exprimer son opinion. Pourtant cette insistance à nous faire voter ne peut être que suspecte surtout si les véritables enjeux sont mis évidence.

LE BILAN DE L'UNION EUROPEENNE

Elle n'a jamais été facteur de progrès social mais bien de régression. Elle n'a pas développé des coopérations entre les peuples mais a généré d'énormes concentrations industrielles et financières, meurtrières pour des millions de travailleurs et leur famille, pour des régions entières en Europe. Elle n'a pas concouru à la Paix mais s'est engagée, directement ou par l'intermédiaire de pays membres, dans des opérations militaires de « normalisation » à l'encontre de pays qui ne veulent pas se soumettre à la domination des « marchés ».

Libre circulation des capitaux et de la main d'œuvre sont les piliers du processus conduisant à des dégâts sociaux considérables dans tous les pays de l'UE (retraites, sécurité sociale, services publics, baisse des salaires, chômage massif, généralisation de la précarité, casse organisée des industries nationales, mise en concurrence des travailleurs conduisant aux délocalisations dans le marché unique, etc). Les résultats sont significatifs des objectifs poursuivis. Il faut faire le lien de cause à effets.

UNE AUTRE VOIE DANS L'UE EST-ELLE POSSIBLE ?

L'intégration européenne a été conçue dès la fin de la seconde guerre mondiale dans une situation politique où le Patronat est discrédité par sa collaboration avec les nazis. Les capitalistes du continent doivent aussi faire face à l'élargissement d'une sphère, constituée autour de l'URSS, échappant à leur domination. S'y ajoutent les luttes de libération nationales qui détruisent les empires coloniaux et la concurrence renforcée exercée par l'impérialisme US qui veut étendre sa domination sur le continent. C'est pour modifier la donne à son avantage que le capital européen se lance dans le processus d'intégration européenne.

Chère à la finance, l'UE se caractérise depuis le début par la recherche obsessionnelle de la domination et l'accumulation capitaliste au travers de concentrations dans l'industrie, les services et l'agriculture, au travers de la destruction des services publics, de la protection sociale et des conventions collectives.

Le Capital prétend qu'il est indispensable à toute création de richesses. A ce titre, il exige que toute société humaine doit le laisser exercer sa domination sans encombre, sans législation du travail (à part la limitation du droit de grève) et à l'échelle qu'il juge pertinente (l'Europe aujourd'hui dans le cadre de la mondialisation capitaliste). La conséquence de cette approche : la négation du travail comme seul créateur de valeur, la négation des nations comme cadre de souveraineté et d'expression politique des peuples.

LES ELECTIONS DU 25 MAI SONT UNE IMPOSTURE. ON NE VOTE PAS POUR UNE IMPOSTURE !

D'expérience, la « construction » européenne apparait pour ce qu'elle est : une destruction des peuples pour y substituer des communautés, en s'appuyant sur les aspirations d'identité régionale entre autres.

Nous sommes porteurs, pour qu'il ne soit pas oublié, du vote majoritaire en faveur du NON à la tentative de constitution européenne en 2005. Le rejet du texte constitutionnel rendait, de fait, caduques tous les traités précédents. L'avoir fait adopté par le parlement est et restera un acte de forfaiture, un acte équivalent à de la haute trahison. Les gouvernements qui se sont succédé, n'ayant pas remis en cause le processus, doivent être considérés comme complices.

Les organisations politiques qui présentent des candidats nous expliquent qu'il faut « changer l'Europe », ou pire qu'il faut « davantage d'Europe ». Toutes insistent sur l'importance du « parlement » européen comme composante la plus démocratique de ses institutions, prétendant que les peuples pourraient s'y faire entendre. C'est un leurre car il ne peut y avoir de démocratie politique sans démocratie sociale, économique et culturelle. Et les fondements de l'UE sont précisément conçus contre cela.

Une chose les unit tous : **le combat contre l'abstention**. Ils craignent que le verdict populaire n'exprime un tel rejet que leur légitimité de tous les députés européens soit mise en cause. Alors ils sortent l'arme de dernier recours : S'abstenir, c'est favoriser la progression du vote pour le Front National ! Argument sordide au détriment de propositions politiques et économiques utiles aux peuples, forcément en contradiction avec le cadre imposé et fondamentalement indépassable de l'Union Européenne.

Une fois encore, le FN, utilisé comme repoussoir, doit servir de béquille aux partis institutionnels pour passer ce mauvais moment de consultation populaire du 25 mai.

DONNER UN SENS POLITIQUE A L'ABSTENTION ET TRACER UNE PERSPECTIVE

Le Capital, au travers de son outil l'UE, contourne et dévoie les aspirations des peuples. Nous y opposons la souveraineté populaire et l'indépendance nationale comme conditions indispensables à toute perspective de transformation sociale.

Le Capital nie le Travail comme seul créateur de richesses. Nous y opposons sa nécessaire valorisation par l'augmentation massive des salaires comme seuls moteurs de développement économique et social de toute société.

Le Capital veut un espace de production et de consommation libre de toute entrave à sa domination. Nous y opposons la solidarité internationale et des coopérations mutuellement avantageuses entre peuples souverains, à l'inverse de la fédération impérialiste que constitue l'UE.

L'absence de soutien populaire aux futurs élus européens doit être la plus forte possible. C'est la base du refus présent et futur des actes commis par les institutions européennes, au nom desquelles les mesures les plus antipopulaires sont mises en œuvre. Cela légitimera d'autant plus le mouvement social et populaire à contester dans la rue les projets gouvernementaux visant à généraliser l'austérité dans tous les domaines.

Oser s'abstenir en toute conscience des enjeux à ce scrutin faussé est un acte courageux. Ce refus de vote assumé constitue un acte fondamental de contestation des institutions représentatives, au nom desquelles on nous impose une politique contraire à la volonté majoritaire de notre Peuple. C'est un acte salutaire assumant la perspective d'une sortie de l'UE et de l'euro, bases préalables à toute perspective de changement de société, pour bases préalables pour en finir avec le capitalisme en France et en Europe.